

OGEC SAINT ANDRE
12, Avenue Léon Gourdault
94600 - CHOISY LE ROI

RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES
SUR LES COMPTES ANNUELS
EXERCICE CLOS LE 31 AOUT 2025



Compagnie Européenne d'Expertise Comptable et d'Audit

SOCIETE D'EXPERTISE COMPTABLE
TABLEAU DE L'ORDRE DE LA REGION PARIS - ILE-DE-FRANCE
COMMISSAIRE AUX COMPTES
COMPAGNIE REGIONALE DE PARIS

7, BD DU M^{AL} GALLIENI
77400 LAGNY S/MARNE

TEL : 01 60 07 32 32
TELECOPIE : 01 64 02 33 79
E-MAIL : ceeca@ceeca.fr
www.ceeca-expert-comptable.fr

A l'Assemblée Générale de l'Association OGEC SAINT ANDRE,

1. OPINION

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre Assemblée Générale du 10 Janvier 2024, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'Association OGEC SAINT ANDRE relatifs à l'exercice clos le 31 Août 2025, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'Association à la fin de cet exercice.

2. FONDEMENT DE L'OPINION

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du Commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1^{er} Septembre 2024 à la date d'émission de notre rapport.

Observation

Nous n'avons pas d'observation particulière à formuler.

/...

.../

3. JUSTIFICATION DES APPRECIATIONS

En application des dispositions des articles L.821-53 et R.821-180 du Code de Commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations les plus importantes auxquelles nous avons procédé, selon notre jugement professionnel, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

4. VERIFICATION SPECIFIQUES

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion de votre Conseil d'Administration et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux Membres.

5. RESPONSABILITES DE LA DIRECTION ET DES PERSONNES CONSTITUANT LE GOUVERNEMENT D'ENTREPRISE RELATIVES AUX COMPTES ANNUELS

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'Association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'Association ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par votre Conseil d'Administration.

.../

/...

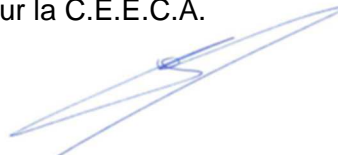
6. RESPONSABILITES DU COMMISSAIRE AUX COMPTES RELATIVES A L'AUDIT DES COMPTES ANNUELS

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.821-55 du Code de Commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre Association.

Une description plus détaillée de nos responsabilités de Commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels figure dans l'annexe du présent rapport et en fait partie intégrante.

Fait à Lagny s/Marne, le 27 Janvier 2026
Pour la C.E.E.C.A.

A handwritten signature in blue ink, consisting of a stylized, elongated shape with a loop at the end, likely representing the name B. Le Mentec.

B. LE MENTEC,
Commissaire aux Comptes

DESCRIPTION DETAILLEE DES RESPONSABILITES DU COMMISSAIRE AUX COMPTES

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le Commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'Association à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

BILAN ACTIF AU 31/08/2025

ACTIF	Exercice 31/08/2025			Exercice 31/08/2024
	Brut	Amortissements et dépréciations (à déduire)	Net	Net
ACTIF IMMOBILISE				
Immobilisations incorporelles				
Frais d'établissement	-	-	-	-
Frais de recherche et de développement	-	-	-	-
Donations temporaires d'usufruit	-	-	-	-
Concessions, brevets, licences, marques, procédés, logiciels, droits et valeurs similaires	14 167,44	13 710,36	457,08	4 462,90
Autres immobilisations incorporelles	-	-	-	-
Immobilisations incorporelles en cours	-	-	-	-
Avances et acomptes	-	-	-	-
Immobilisations corporelles				
Terrains	2 460 196,04	68 707,92	2 391 488,12	2 393 322,29
Constructions	12 159 348,04	3 399 165,06	8 760 182,98	8 595 363,82
Installations techniques, matériel et outillage industriels	182 331,46	95 157,65	87 173,81	92 765,40
Autres immobilisations corporelles	3 583 130,42	1 652 785,41	1 930 345,01	1 980 302,71
Immobilisations corporelles en cours	222 093,59	-	222 093,59	214 258,88
Avances et acomptes	-	-	-	-
Biens reçus par legs ou donations destinés à être cédés	-	-	-	-
Immobilisations financières				
Participations et créances rattachées	-	-	-	-
Autres titres immobilisés	-	-	-	-
Prêts	-	-	-	-
Autres	2 891,45	-	2 891,45	2 891,45
Total I	18 624 158,44	5 229 526,40	13 394 632,04	13 283 367,45
ACTIF CIRCULANT				
Stocks et en-cours	-	-	-	-
Avances et acomptes versés sur commandes	-	-	-	16 605,00
Créances				
Créances clients, usagers et comptes rattachés	4 503,76	-	4 503,76	5 102,46
Créances reçues par legs ou donations	-	-	-	-
Autres	152 124,75	-	152 124,75	159 738,34
Valeurs mobilières de placement	-	-	-	-
Instruments de trésorerie	-	-	-	-
Disponibilités	246 418,74	-	246 418,74	856 653,12
Charges constatées d'avance	205 628,52	-	205 628,52	223 071,96
Total II	608 675,77	0,00	608 675,77	1 261 170,88
Frais d'émission des emprunts (III)	-	-	-	-
Primes de remboursement des emprunts (IV)	-	-	-	-
Ecart de conversion actif (V)	-	-	-	-
TOTAL GENERAL (I + II + III + IV + V)	19 232 834,21	5 229 526,40	14 003 307,81	14 544 538,33

BILAN PASSIF AU 31/08/2025

PASSIF	Exercice 31/08/2025	Exercice 31/08/2024
FONDS PROPRES		
Fonds propres sans droit de reprise		
Fonds propres statutaires		
Fonds propres complémentaires		
Fonds propres avec droit de reprise		
Fonds propres statutaires		
Fonds propres complémentaires		
Ecarts de réévaluation		
Réserves		
Réserves statutaires ou contractuelles		
Réserves pour projet de l'entité	2 892 268,72	2 431 285,25
Autres		
Report à nouveau	712 534,43	712 534,43
Excédent ou déficit de l'exercice	20 833,51	460 983,47
Situation nette (sous-total)	3 625 636,66	3 604 803,15
Fonds propres consommables		
Subventions d'investissement	238 322,15	137 401,65
Provisions réglementées		
Total I	3 863 958,81	3 742 204,80
FONDS REPORTES ET DEDIES		
Fonds reportés liés aux legs ou donations	-	-
Fonds dédiés	-	-
Total II	0	0
PROVISIONS		
Provisions pour risques	-	-
Provisions pour charges	569 717,00	490 504,00
Provisions pour pensions et obligations similaires		
Autres provisions pour charges		
Total III	569 717,00	490 504,00
DETTES		
Emprunts obligataires et assimilés (titres associatifs)		
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	9 000 697,48	9 606 818,78
Emprunts et dettes financières diverses	4 740,75	4 841,57
Avances et acomptes reçus	113 789,85	117 780,13
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	122 915,81	143 292,67
Dettes des legs ou donations	-	-
Dettes fiscales et sociales	176 933,70	133 962,11
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	108 723,21	285 562,00
Autres dettes	13 158,00	14 938,00
Instruments de trésorerie	-	-
Produits constatés d'avance	28 673,20	4 634,27
Total IV	9 569 632,00	10 311 829,53
Ecarts de conversion passif (V)	-	-
TOTAL GENERAL (I + II + III + IV + V)	14 003 307,81	14 544 538,33

Dont Dettes à - 1 an

1 046 209

1 188 718

COMPTE DE RESULTAT	Exercice 31/08/2024	Exercice 31/08/2025	Budget 25/26
PRODUITS D'EXPLOITATION			
Cotisations	-	24 595,20	25 284,00
Ventes de biens et services			
Ventes de biens	39 859,56	42 486,02	46 001
Ventes de produits et marchandises, travaux, études			
Ventes de prestations de service	2 746 196,59	2 937 651,72	3 095 255
Participation des familles	-	-	-
Produits des activités annexes	-	-	-
Production stockée	-	-	-
Production immobilisée	-	-	-
Produits de tiers financeurs			
Concours publics et subventions d'exploitation	1 337 309,62	1 362 664,97	1 341 279
Participations de l'Etat et des collectivités publiques			
Subventions d'exploitation			
Versés des fondateurs ou cons ^o de la dot ^e consomptible	-	-	-
Ressources liées à la générosité du public	-	-	-
Dons manuels	-	-	-
Mécénats	-	-	-
Legs, donations et assurances-vie	-	-	-
Contributions financières	-	-	-
Reprises sur amortissements, dépréciations, provisions et transferts de charges	7 843,18	17 148,62	19 235
Utilisations des fonds dédiés	-	-	-
Autres produits	43 915,30	22 353,00	66 359
Total I	4 175 124,25	4 406 899,53	4 593 412
CHARGES D'EXPLOITATION			
Achats de marchandises	- 1 818,51	- 5 408,93	- 1 500
Variation de stock			
Achats de matières premières et autres approvisionnements			
Variation de stocks			
Autres achats et charges externes	1 814 716,00	1 732 931,83	1 988 214
Aides financières			
Impôts, taxes et versements assimilés	134 165,90	171 704,40	140 256
Salaires et traitements	964 311,84	1 070 419,27	1 042 763
Charges sociales	418 992,85	461 552,05	433 995
Dotations aux amortissements et aux dépréciations			
Dotations aux amortissements des immobilisations	624 730,25	645 933,02	658 506
Dotations aux dépréciations des immobilisations	-	-	-
Dotations aux dépréciations de l'actif circulant	-	-	-
Dotations aux provisions	3 210,00	79 213,00	-
Reports en fonds dédiés			
Autres charges	76 079,33	78 738,03	82 280
Total II	4 034 387,66	4 235 082,67	4 344 514
1 - RESULTAT D'EXPLOITATION (I - II)	140 736,59	171 816,86	248 899
PRODUITS FINANCIERS			
De participations			
D'autres VMP et créances de l'actif immobilisé	7 114,86	4 573,87	2 500
Autres intérêts et produits assimilés			
Reprises sur prov., et transferts de charges			
Différences positives de change			
Produits nets sur cessions de VMP			
Total III	7 114,86	4 573,87	2 500
CHARGES FINANCIERES			
Dotations aux amortiss., aux dépréc. et prov.			
Intérêts et charges assimilées	166 802,90	155 018,12	141 503
Différences négatives de change	-	-	-
Charges nettes sur cessions de VMP	-	-	-
Total IV	166 802,90	155 018,12	141 503
2 - RESULTAT FINANCIER (III - IV)	- 159 688,04	- 150 444,25	- 139 003
3 - RESULTAT COURANT avant impôts (I - II + III - IV)	- 18 951,45	21 372,61	109 896
PRODUITS EXCEPTIONNELS			
Sur opérations de gestion	50 000,00	6 513,72	-
Sur opérations en capital			
Reprises sur prov., et transferts de charges	655 736,00	-	-
Total V	705 736,00	6 513,72	-
CHARGES EXCEPTIONNELLES			
Sur opérations de gestion	208 996,70	5 978,82	-
Sur opérations en capital	15 385,99	-	-
Dotations aux amortiss., aux dépréc. et prov.	-	-	-
Total VI	224 382,69	5 978,82	-
4 - RESULTAT EXCEPTIONNEL (V - VI)	481 353,31	534,90	-
Participation des salariés aux résultats (VII)	0,00	0,00	-
Impôts sur les bénéfices (VIII)	1 418,39	1 074,00	1 200
Total des produits (I + III + V)	4 887 975,11	4 417 987,12	4 595 912
Total des charges (II + IV + VI + VII + VIII)	4 426 991,64	4 397 153,61	4 487 217
5 - EXCEDENT OU DEFICIT	460 983,47	20 833,51	108 696

CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE		
Dons en nature	-	-
Prestations en nature	loyer	342 526
Bénévolat	-	-
TOTAL	342 526	330 068
CHARGES DES CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE		
Secours en nature	-	-
Mises à disposition gratuite de biens	loyer	342 526
Prestations en nature	-	-
Mises à disposition gratuite de biens et services	loyer	-
Personnel bénévole	-	-
TOTAL	342 526	330 068

ANNEXE AUX COMPTES ANNUELS

SOMMAIRE DE L'ANNEXE AUX COMPTES ANNUELS D'UN OGEC

I. INFORMATIONS GENERALES

- 1) Identification de l'Ogéc, objet social, activités, moyens mis en œuvre
- 2) Faits marquants de l'exercice
- 3) Evénements postérieurs à la clôture

II. PRINCIPES, REGLES ET METHODES COMPTABLES

- 1) Durée et dates de l'exercice comptable
- 2) Référentiel comptable
- 3) Dérogations aux principes et méthodes comptables
- 4) Changements comptables

III. NOTES SUR LE BILAN

- 1) Immobilisations incorporelles et corporelles
- 2) Dépréciations d'éléments d'actif
- 3) Echéance des créances et des dettes
- 4) Evaluation des valeurs mobilières de placement
- 5) Fonds propres
- 6) Subventions d'investissement
- 7) Provisions
- 8) Fonds dédiés
- 9) Passifs éventuels

IV. NOTES SUR LE COMPTE DE RESULTAT

- 1) Méthode retenue pour la comptabilisation des cotisations
- 2) Informations sur les concours publics et les subventions
- 3) Ventilation du chiffre d'affaires
- 4) Effectif employé pendant l'exercice
- 5) Rémunération des dirigeants
- 6) Honoraires des commissaires aux comptes
- 7) Rattachement des charges et des produits à l'exercice
- 8) Charges et produits exceptionnels

V. AUTRES INFORMATIONS

- 1) Informations sur les transactions avec les contreparties
- 2) Engagements financiers donnés et reçus
- 3) Engagements pris en matière de crédit-bail
- 4) Contributions volontaires en nature

TABLEAUX

(en complément des notes sur le bilan et le compte de résultat)

TABEAU I	Tableau des mouvements des immobilisations
TABEAU II	Tableau des mouvements des amortissements
TABEAU III	Tableau des mouvements des dépréciations d'éléments d'actif
TABEAU IV	Etat des échéances des créances et des dettes et sûretés réelles consenties
TABEAU V	Tableau des valeurs mobilières de placement
TABEAU VI	Tableau de variation des fonds propres
TABEAU VII	Tableaux de suivi des subventions d'investissement
TABEAU VIII	Tableau des mouvements des provisions
TABEAU IX	Tableau des mouvements des fonds dédiés
TABEAU X	Tableau des engagements pris en matière de crédit-bail
TABEAU XI	Tableau de détail des concours publics et subventions

ANNEXE

I. INFORMATIONS GENERALES

1) Identification de l'Ogec, objet social, activités, moyens mis en œuvre :

- Nom : **OGEC SAINT ANDRE DE CHOISY LE ROI**
- Adresse : 12, avenue Léon Gourdault – 94600 – CHOISY LE ROI

- **Date de création** : 03 octobre 1951

• **Objet social (article 3 des statuts) :**

« L'organisme de gestion (OGEC) a pour objet, dans le respect du droit français d'une part, du statut de l'Enseignement catholique en France, des décisions du Comité national de l'Enseignement catholique, des accords conclus en son sein d'autre part, d'assumer juridiquement la gestion d'établissements d'enseignement fondés par l'autorité canonique compétente.

Conformément à l'article 134 du statut de l'Enseignement catholique, *« l'organisme de gestion a la responsabilité de la gestion économique, financière et sociale d'un ou plusieurs établissement(s); il l'exerce conformément aux projets de l'école, aux orientations de l'autorité de tutelle et aux textes internes à l'Enseignement catholique. Il contribue à assurer la mise en œuvre matérielle du projet éducatif. Il est l'employeur des personnels de droit privé ».*

L'OGEC pourra se livrer à toute activité de gestion se rapportant directement ou indirectement, à l'éducation, l'enseignement, la formation et la culture sous toutes leurs formes et d'une manière générale se livrer à toute activité en lien avec son objet principal.

L'OGEC pourra passer convention avec l'Etat, les collectivités territoriales ainsi qu'avec tout organisme concourant même partiellement à son objet.

L'OGEC pourra acquérir tous les biens nécessaires à la réalisation de son objet ou en avoir la jouissance ».

• **Description de la nature et du périmètre des activités réalisées :**

Activités pédagogiques	Activités annexes
Enseignement primaire : école maternelle, élémentaire Enseignement secondaire : collège, lycée général	Restauration scolaire Etude surveillée Garderie

Année scolaire 2023-2024 :

Nombre de classes : 40

Nombre d'élèves : 1 315

• **Moyens mis en œuvre :**

- Personnel enseignant mis à disposition par l'Etat : effectif = 71
- Personnel salarié Ogec : 25.50 ETP (contre 20.903 en n-1)
- Personnel bénévole : aucun
- surface globale : 5 457 mètres carrés
- modalités d'occupation :
 - **contrat de commodat** du 1^{er} septembre 1981 à titre gratuit, en échange de la prise en charge des frais incombant au propriétaire. Ce contrat a pris fin au 31/07/2024. L'OGEC est en attente du contrat de bail commercial qui doit être mis en place.
 - concerne l'ensemble des terrains et locaux sis :
 - 3 rue Ledru Rollin (maternelle)
 - 12 rue Léon Gourdault, (yc maison du 5 rue Ledru Rollin)
 - Propriétaire : Congrégation des Filles de la Croix

Par ailleurs, l'OGEC est propriétaire des emplacements et constructions suivants :

- 7 rue Ledru Rollin, sur lequel le bâtiment du Lycée a été construit en 2009 ;
- 8 et 10 rue Léon Gourdault, recevant la construction de l'école primaire

2) Faits marquants de l'exercice :

L'OGEC a poursuivi les travaux de grande envergure entrepris les années précédentes afin de restaurer et développer l'établissement sur les terrains dernièrement acquis. Les bureaux administratifs ont été livrés ainsi que la zone de passage aménagée entre le primaire et le secondaire.

3) Evènements postérieurs à la clôture :

Il n'y a **aucun** événement survenu postérieurement à la clôture de l'exercice et jusqu'à la date d'approbation des comptes par le conseil d'administration, qui aurait un lien direct et prépondérant avec une situation existant à la clôture et qui nécessiterait d'ajuster les comptes de l'exercice clos au 31/08/2025.

II. PRINCIPES, REGLES ET METHODES COMPTABLES

1) Durée et dates de l'exercice comptable :

L'exercice clos a une durée de 12 mois, recouvrant la période du 1^{er} septembre 2024 au 31 août 2025.

2) Référentiel comptable :

Les comptes annuels de l'exercice clos au 31 août 2025 ont été établis conformément aux dispositions réglementaires en vigueur (rèlements ANC n°2014-03 du 5 juin 2014 modifié relatif au plan comptable général et n°2018-06 du 5 décembre 2018 relatif aux comptes annuels des personnes morales de droit privé à but non lucratif) et en appliquant la nomenclature comptable de l'Enseignement catholique associé à l'Etat par contrat (édition 2023) définie et publiée par la Fnogec (Fédération nationale des organismes de gestion des établissements de l'Enseignement catholique).

3) Dérogations aux principes et méthodes comptables :

Il n'y a aucune dérogation :

- Au principe de l'image fidèle,
- Aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels,
- A la durée de l'exercice comptable

4) Changements comptables :

Il n'y pas eu de :

- Changements de méthode comptable
- Changements d'estimation, changements de modalités d'application
- Corrections d'erreurs

La charge de taxe foncière du 1^{er} janvier au 31 août de l'exercice en cours, qui n'avait jamais fait l'objet de provision, a été constatée pour la première fois cet exercice (impact = 31 k€).

III. NOTES SUR LE BILAN :

1) Immobilisations incorporelles et corporelles :

Les immobilisations incorporelles et corporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition, c'est-à-dire à leur prix d'achat augmenté des frais accessoires.

Un tableau des mouvements des immobilisations est joint (TABLEAU I).

Les frais accessoires sont les coûts directement attribuables engagés pour mettre l'actif en place et en état de fonctionner selon l'utilisation prévue par la direction.

Les frais d'acquisition des immobilisations sont inclus dans le coût d'acquisition des immobilisations. Ils comprennent les droits de mutation, honoraires, commissions et frais d'actes liés à l'acquisition de l'immobilisation.

Les amortissements pour dépréciation sont pratiqués suivant le mode linéaire en fonction de la durée réelle d'utilisation des immobilisations.

Taux d'amortissement habituellement pratiqués

Immobilisation ou composant	Durée d'amortissement	Taux d'amortissement linéaire correspondant
Structure (gros œuvre)	40 à 50 ans	2 à 2.5 %
Façades, étanchéité, couverture et menuiseries extérieures	20 ans	5 %
Installations générales et techniques	15 ans	6,66 %
Agencements intérieurs et décoration (cloisons, carrelages...)	10 à 20 ans	5 à 10 %
Equipement de restauration	5 à 10 ans	10 à 20 %
Matériel et mobilier de bureau	3 à 10 ans	10 à 33.33 %
Mobilier scolaire	5 ans	20 %
Matériel et équipements pédagogiques	4 à 10 ans	10 à 25 %
Matériel informatique	5 ans	20 %
Logiciels	3 ans	33,33 %

Un tableau des mouvements des amortissements est joint (TABLEAU II).

2) Dépréciations d'éléments d'actif :

Un tableau des mouvements des dépréciations est joint (TABLEAU III).

Les créances sont valorisées à leur valeur nominale.

Une provision pour dépréciation est pratiquée lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur comptable.

3) Echéance des créances et des dettes :

Un état des créances et des dettes ventilées par échéance est joint (TABLEAU IV).

Les créances sont ventilées en 2 catégories (moins d'un an et plus d'un an) tandis que les dettes sont ventilées en 3 catégories (moins d'un an ; d'un an à cinq ans ; plus de 5 ans) en application du plan comptable général (art. 833-9 pour l'état des échéances des créances et art. 833-13 pour les dettes).

4) Evaluation des valeurs mobilières de placement :

Il n'y a aucune valeur mobilière de placement au 31/08/2025.

En application du plan comptable général (art. 833-8), pour les valeurs mobilières de placement (qui sont des éléments fongibles de l'actif circulant), l'annexe doit mentionner la différence entre l'évaluation figurant au bilan et celle qui résulterait des derniers prix du marché connus à la clôture des comptes.

En cas de moins-value latente, une dépréciation doit être constatée.

Un tableau des valeurs mobilières de placement est joint (TABLEAU V). Il fait état, par catégorie de titres, des différences d'évaluation entre la valeur historique et la valeur de marché.

En cas de moins-value latente (correspondant à une valeur historique supérieure à la valeur de marché), une dépréciation est constatée. La variation des dépréciations des valeurs mobilières de placement au cours de l'exercice figure dans le tableau des mouvements des dépréciations (TABLEAU III).

5) Fonds propres :

Un tableau de variation des fonds propres est joint (TABLEAU VI).

6) Subventions d'investissement :

En application du plan comptable général, les subventions d'équipement destinées à acquérir des immobilisations sont inscrites dans les comptes 13 présentés au passif du bilan dans les fonds propres. Elles font l'objet d'une constatation progressive dans le compte de résultat en produit exceptionnel.

La reprise des subventions d'investissement qui financent des immobilisations amortissables s'effectue sur la même durée et au même rythme que l'amortissement des immobilisations acquises au moyen de ces subventions.

Les tableaux de suivi des subventions d'investissement sont joints (TABLEAUX VII). Ils comprennent :

- Un tableau de variation des subventions d'investissement au cours de l'exercice (montant nominal et quote-part virée au résultat) ;
- Un tableau de détail des subventions d'investissement, permettant un suivi par projet et par financeur.

7) Provisions :

Un tableau des mouvements des provisions est joint (TABLEAU VIII).

Provision pour risques

Engagements de retraite :

Conformément à l'article L. 123-13 du Code de Commerce, nous vous informons sur le montant des engagements de l'association au titre des indemnités de départ à la retraite qui s'élèvent à 95 967 € (dette actuarielle).

Cet engagement a fait l'objet d'une provision.

Les hypothèses retenues pour évaluer le montant de l'engagement de retraite sont les suivantes :

- Table de mortalité : TV 88/90
- Taux d'actualisation : 4.04%
- Initiative du départ : Salarié
- Méthode de calcul : ANC 2021
- Etendue de l'étude : IFC

Par ailleurs, une dotation complémentaire de 73 750 € a été dotée cet exercice au titre du complément de retraite versé par l'OGEC (décision du conseil d'administration du 21/02/2019), pour les salariés ayant acquis leurs droits à la clôture (même si ceux-ci n'ont pas fait part de leur intention de les faire valoir).

Enfin, il est conservé une provision destinée à couvrir les charges de mise aux normes d'accessibilité pour les personnes handicapées, figurant au passif du bilan à hauteur de 400 K€ ; cette provision n'a fait l'objet d'aucun ajustement sur l'exercice (elle avait été ajustée au 31/08/2023 pour prendre en compte les travaux réalisés).

8) Fonds dédiés :

Un tableau des mouvements des fonds dédiés est joint (TABLEAU IX).Aucun fonds dédié ne figure au bilan de l'OGEC au 31/08/2025.

9) Passifs éventuels :

- Aucun passif éventuel à mentionner n'a été identifié. Les risques estimés sont tous provisionnés.

IV. NOTES SUR LE COMPTE DE RESULTAT :

1) Méthode retenue pour la comptabilisation des cotisations :

Les cotisations A.P.E.L. collectées puis reversées sont comptabilisées dans des comptes de charges et de produits.

2) Information sur les concours publics et les subventions :

Un tableau de détail des concours publics et subventions est joint (TABLEAU XI).

Le règlement comptable ANC n° 2018-06 a mis en évidence une nouvelle catégorie de produits appelés « concours publics » et comptabilisés en comptes 73.

Les concours publics comprennent :

- Les contributions financières d'une autorité administrative qui ne sont pas des subventions ;
- Les versements de participations, contributions ou taxes par un organisme collecteur.

3) Effectif employé pendant l'exercice :

	Femmes	Hommes	Total
Cadres	3	7	10
Agents de maîtrise	1	0	1
Employés	19	5	24
Total	23	12	35

4) Rémunération des dirigeants :

Au titre de l'exercice, l'Ogéc n'a versé à ses dirigeants aucune rémunération.

5) Honoraires des commissaires aux comptes :

Montant des honoraires des commissaires aux comptes figurant au compte de résultat de l'exercice relatifs à la certification des comptes : **4 668 €**.

Il n'a pas été fourni d'autres services.

6) Rattachement des charges et des produits à l'exercice :

Les charges constatées d'avance (actif) sont composées de charges avancées pour les exercices ultérieurs, pour une somme de 205 628 €, dont 54 K€ d'étalement d'assurance décennale, 54 K€ d'étalement d'une commission sur prêt, 28 k€ de frais pour des voyages 2025/2026.

Les produits constatés d'avance (passif) sont composés de produits reçus au cours de l'exercice N et imputables à l'exercice N+1, pour une somme totale de 28 673 €, dont 20 k€ concernant des voyages 2025/2026 et 8 k€ correspondant à une subvention manuels scolaires pour 2025/2026.

7) Charges et produits exceptionnels :

- **Produits exceptionnels : 7 K€**

Il s'agit principalement de l'ajustement de provisions pour charges sociales.

- **Charges exceptionnelles : 6 K€**

Il s'agit de dons et cadeaux.

V. AUTRES INFORMATIONS

1) Informations sur les transactions avec des contreparties :

Aucune convention visée à l'article L. 612-5 du code de commerce (« convention réglementée ») n'a été identifiée.

2) Engagements financiers donnés et reçus :

- **Avals, cautionnements et garanties donnés / reçus :**
 - Emprunt Caisse d'Epargne = 750 000 € :
 - reste du 573 K€ au 31/08/2025
 - Caution de la Compagnie Européenne de Garantie, à hauteur de 75 % des montants à rembourser.

- **Sûretés réelles consenties (hypothèques, gages, nantissements) pour garantir des dettes (TABLEAU IV). :**

- **Emprunt BNP 2009 (2.3 M€)**

- HYPOTHEQUE CONVENTIONNELLE = 2 300 000 €
- Reste dû 296 k€ au 31/08/2025

- **Emprunt CE = 4 M€**

- Solde du au 31/08/2025 : 3 687 K€

Il y a eu en 2022 consolidation d'un premier prêt de 2 M€ dans ce nouveau prêt de 4 M€ ; une hypothèque conventionnelle non rechargeable de rang 1, sans pacte commissoire, a été inscrite lors de ce premier prêt, à hauteur de 2 M€.

Pour le surplus : la Compagnie Européenne de Garanties et de Cautions (CEGC SACCEF) est caution solidaire à hauteur de 50 % du prêt, soit 2 M€

- **Emprunt Banque Postale = 4 M€**

- Solde du au 31/08/2025 : 3 754 K€

Hypothèque conventionnelle de 3^{ème} rang sur la parcelle cadastrée section K numéro 64 et de 1^{er} rang sur la parcelle cadastrée section K numéro 65, pour un montant de 4 000 000 €.

- **Autres garanties :**

- **Emprunt CE (900 K€)**

- reste du = 634 K€ au 31/08/2025
- ce prêt est assorti d'un privilège du prêteur de deniers de rang 1, sans pacte commissoire, pour la totalité du prêt.

3) Engagements pris en matière de crédit-bail :

Un tableau des engagements pris en matière de crédit-bail est joint (TABLEAU X).

Notre établissement n'a conclu aucun contrat de crédit-bail.

4) Contributions volontaires en nature :

- Contributions en travail : bénévolat, mises à disposition de personnes :

L'OGEC n'a pas identifié d'interventions significatives de ce type.

- Contributions en biens (ou dons en nature) : tout bien meuble remis en pleine propriété à l'entité : NEANT

L'OGEC constate en pied de compte de résultat l'équivalent loyer résultant du commodat existant avec la Congrégation des Filles de la Croix.

- Contributions en services : mises à disposition de locaux, de matériel, fourniture gratuite de services : NEANT

En application de la nomenclature comptable de l'Enseignement catholique associé à l'Etat par contrat (édition 2023), un équivalent loyer a été comptabilisé dans les comptes au 31 août 2025 pour un montant de 330 068 € dans les comptes spéciaux (8611) par la contrepartie d'une prestation gratuite du propriétaire (8711).

L'équivalent loyer correspond au coût économique de mise à disposition des locaux.

Il est calculé en tenant compte de l'évaluation du loyer à l'origine du contrat (1 020 000 francs en 2003 – indice de référence 1011 = 1T2003), réajusté annuellement en fonction de l'évolution de l'indice du coût de la construction (2146 au 1T2025).

TABLEAU DES MOUVEMENTS DES IMMOBILISATIONS (TABLEAU I)

IMMOBILISATIONS		Valeur brute des immobilisations à l'ouverture de l'exercice	Augmentations (acquisitions et apports)	Augmentations (par réévaluation)	Diminutions (cessions et mises au rebut)	Virements de poste à poste	Valeur brute des immobilisations à la clôture de l'exercice	Valeur d'origine des immobilisations réévaluées
INCORPORELLES	Frais d'établissement	-	-	-	-	-	-	-
	Frais de recherche et de développement	-	-	-	-	-	-	-
	Donations temporaires d'usufruit	-	-	-	-	-	-	-
	Concessions, brevets, licences, marques, procédés, logiciels, droits et valeurs similaires	14 167	-	-	-	-	14 167	-
	Autres immobilisations incorporelles	-	-	-	-	-	-	-
	Immobilisations incorporelles en cours	-	-	-	-	-	-	-
	Avances et acomptes sur immobilisations incorporelles	-	-	-	-	-	-	-
	TOTAL I	14 167	-	-	-	-	14 167	-
	Terrains (y compris agencements et aménagements de terrains)	2 457 532	2 664	-	-	-	2 460 196	-
	Constructions	8 517 599	45 000	-	-	-	8 562 599	-
CORPORELLES	Sur sol propre	3 137 832	30 000	-	-	428 917	3 596 749	-
	Installations techniques, matériel et outillage industriels	169 484	12 848	-	-	-	182 331	-
	Installations générales, agencements, aménagements	3 033 947	38 274	-	-	171 143	3 243 363	-
	Matériel de transport	-	-	-	-	-	-	-
	Matériel de bureau et informatique	170 080	8 696	-	-	-	178 777	-
	Mobilier	149 170	11 821	-	-	-	160 991	-
	Cheptel et immobilisations corporelles diverses	-	-	-	-	-	-	-
	Immobilisations corporelles en cours	214 259	607 895	-	-	600 061	222 093	-
	Avances et acomptes sur immobilisations corporelles	-	-	-	-	-	-	-
	Biens reçus par legs et donations destinés à être cédés	-	-	-	-	-	-	-
FINANCIERES	Immobilisations grevées de droit (prêt à usage)	-	-	-	-	-	-	-
	TOTAL II	17 849 902	757 198	-	-	0	18 607 099	-
	Participations et créances rattachées	-	-	-	-	-	-	-
	Autres titres immobilisés	-	-	-	-	-	-	-
	Prêts et autres immobilisations financières	2 891	-	-	-	-	2 891	-
	TOTAL GENERAL (I + II + III)	17 866 960	757 198	-	-	0	18 624 158	-

TABLEAU DES MOUVEMENTS DES AMORTISSEMENTS (TABLEAU II)

IMMOBILISATIONS AMORTISSABLES		Montant des amortissements à l'ouverture de l'exercice	Augmentations : dotations de l'exercice	Diminutions : amortissements afférents aux éléments sortis de l'actif et reprises	Virements de poste à poste	Montant des amortissements à la clôture de l'exercice	Amortissements supplémentaires sur immobilisations réévaluées
INCORPORELLES	Frais d'établissement	-	-	-	-	-	-
	Frais de recherche et de développement	-	-	-	-	-	-
	Donations temporaires d'usufruit	-	-	-	-	-	-
	Concessions, brevets, licences, marques, procédés, logiciels, droits et valeurs similaires	9 704	4 006		-	13 710	-
	Autres immobilisations incorporelles	-	-	-	-	-	-
	TOTAL I	9 704	4 006	-	-	13 710	-
CORPORELLES	Agencements et aménagements de terrains	64 210	4 498			68 708	-
	Constructions	2 954 715	218 537			3 173 253	-
	Sur sol propre						
	Sur sol d'autrui	105 351	120 561			225 913	-
	Installations techniques, matériel et outillage industriels	76 719	18 439			95 158	-
Autres immobilisations corporelles	Installations générales, agencements, aménagements	1 175 880	235 174			1 411 054	-
	Matériel de transport	-				-	-
	Matériel de bureau et informatique	69 430	37 852			107 282	-
	Mobilier	127 584	6 866			134 449,32	-
	Cheptel et immobilisations corporelles diverses	-	-	-	-	-	-
	TOTAL II	4 573 889	641 927	-	-	5 215 816	-
	TOTAL GENERAL (I + II)	4 583 593	645 933	-	-	5 229 526	-

TABLEAU DES MOUVEMENTS DES DEPRECIATIONS D'ELEMENTS D'ACTIF (TABLEAU III)

OBJET DES DEPRECIATIONS		Montant à l'ouverture de l'exercice	Augmentations : dotations de l'exercice	Diminutions : reprises de l'exercice	Montant à la clôture de l'exercice
DEPRECIATIONS	Immobilisations :				
	• Incorporelles	-	-	-	-
	• Corporelles	-	-	-	-
	• Financières	-	-	-	-
	Stocks et en-cours	-	-	-	-
	Créances clients et usagers (familles, élèves)	-	-	-	-
	Autres créances	-	-	-	-
DOTATIONS ET REPRISES	Valeurs mobilières de placement	-	-	-	-
	TOTAL	-	-	-	-
	d'exploitation financières		-	-	
	exceptionnelles		-	-	

ETAT DES ECHEANCES DES CREANCES ET DES DETTES ET SÛRETÉS RÉELLES CONSENTIES (TABLEAU IV)

CREANCES	MONTANT brut à la clôture de l'exercice (en €)	ECHEANCE	
		≤ 1 an	> 1 an
Créances de l'actif immobilisé :			
Créances rattachées à des participations	-	-	-
Prêts	-	-	-
Autres créances	2 891	-	2 891
Sous-total créances de l'actif immobilisé	2 891	-	2 891
Créances de l'actif circulant :			
Créances clients, usagers et comptes rattachés	4 504	4 504	-
Créances reçues par legs et donations	-	-	-
Créances sociales et fiscales	135 576	135 576	
Autres créances	16 549	16 549	
Sous-total créances de l'actif circulant	156 629	156 629	-
TOTAL CREANCES	159 520	156 629	2 891

DETTES	MONTANT brut à la clôture de l'exercice (en €)	ECHEANCE			Montant des SÛRETÉS RÉELLES consenties (en €)
		≤ 1 an	> 1 an et ≤ 5 ans	> 5 ans	
Emprunts obligataires et assimilés (titres associatifs)	-	-	-	-	-
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	9 000 697	619 737	1 932 999	6 447 961	3 200 000
Emprunts et dettes financières divers	4 741	4 741	-	-	-
Sous-total dettes financières	9 005 438	624 478	1 932 999	6 447 961	3 200 000
Dettes fournisseurs	122 916	122 916	-	-	-
Dettes des legs et donations	-	-	-	-	-
Dettes fiscales et sociales	176 934	176 934	-	-	-
Dettes sur immobilisations	108 723	108 723	-	-	-
Autres dettes	13 158	13 158	-	-	-
Sous-total autres dettes	421 731	421 731	-	-	-
TOTAL DETTES	9 427 169	1 046 209	1 932 999	6 447 961	3 200 000

TABEAU DES VALEURS MOBILIERES DE PLACEMENT (TABLEAU V)

(en €)	à la clôture (31/08/N)							à la clôture précédente (31/08/N-1)						
	Type de titre	Nombre	Valeur d'achat	Cours unitaire	Valeur de marché	Plus-value latente	Moins-value latente	Nombre	Valeur d'achat	Cours unitaire	Valeur de marché	Plus-value latente	Moins-value latente	

NEANT

TABLEAU DE VARIATION DES FONDS PROPRES (TABLEAU VI)

Variation des fonds propres	Montant à l'ouverture de l'exercice	Affectation du résultat	Augmentations	Diminutions ou consommations	Montant à la clôture de l'exercice
Fonds propres sans droit de reprise	-	-	-	-	-
Fonds propres avec droit de reprise	2 431 285,25	460 983,47	-	-	2 892 268,72
Ecart de réévaluation	712 534,43	-	-	-	712 534,43
Réserves	460 983,47	460 983,47	20 833,51	-	20 833,51
Report à nouveau	3 604 803,15	-	20 833,51	-	3 625 636,66
Excédent ou déficit de l'exercice	-	-	-	-	-
Situation nette (sous-total)	137 401,65	-	118 069,12	17 148,62	238 322,15
Fonds propres consommables	-	-	-	-	-
Subventions d'investissement	-	-	-	-	-
Provisions réglementées	-	-	-	-	-
TOTAL DES FONDS PROPRES	3 742 204,80	-	138 902,63	17 148,62	3 863 958,81

Variation des fonds propres	Montant à l'ouverture	Affectation du résultat	Augmentations	Diminutions ou consommations	Montant à la clôture de l'exercice
Fonds propres sans droit de reprise	-	-	-	-	-
Fonds propres statutaires	-	-	-	-	-
Fonds propres complémentaires	-	-	-	-	-
Fonds propres avec droit de reprise	-	-	-	-	-
Fonds propres statutaires	-	-	-	-	-
Fonds propres complémentaires	-	-	-	-	-
Réserves	-	-	-	-	-
Réserves statutaires ou contractuelles	-	-	-	-	-
Réserves pour projet de l'entité	2 431 285,25	460 983,47	-	-	2 892 268,72
dont Réserves pour investissements	-	-	-	-	-
dont Réserves de trésorerie	-	-	-	-	-
Autres	-	-	-	-	-
Report à nouveau	712 534,43	-	-	-	712 534,43
Excédent ou déficit de l'exercice	460 983,47	460 983,47	20 833,51	-	20 833,51
Situation nette (sous-total)	-	-	-	-	-
Fonds propres consommables	-	-	-	-	-
Subventions d'investissement	137 401,65	-	118 069,12	17 148,62	238 322,15
Subventions d'équipement	-	-	-	-	-
dont Taxe d'apprentissage affectée aux équipements scolaires	-	-	-	-	-
Provisions réglementées	-	-	-	-	-
TOTAL DES FONDS PROPRES	3 742 204,80	-	138 902,63	17 148,62	3 863 958,81

TABLEAUX DE SUIVI DES SUBVENTIONS D'INVESTISSEMENT (TABLEAUX VII)

1 - TABLEAU DE VARIATION DES SUBVENTIONS D'INVESTISSEMENT

SUBVENTIONS D'INVESTISSEMENT	Solde à l'ouverture		Variations de l'exercice		Solde à la clôture de l'exercice	
	Montant nominal :		Augmentations	Diminutions	Montant global	
Subventions affectées à des biens non renouvelables		198 967				317 036
Subventions affectées à des biens renouvelables		198 967	118 069	-		317 036
TOTAL			118 069			
Quotes-parts virées au résultat :						
Subventions affectées à des biens non renouvelables						-
Subventions affectées à des biens renouvelables		61 565	17 149			78 714
TOTAL		61 565	17 149	-		78 714

2 - TABLEAU DE DETAIL DES SUBVENTIONS D'INVESTISSEMENT

NATURE DES SUBVENTIONS (projet et financeur)	Montant à l'origine	Montant à l'ouverture de l'exercice	Montant viré au compte de résultat de l'exercice	Montant à la clôture de l'exercice
Subvention d'investissement Région (constr. 2009)	75 953	26 809	3 228	23 581
Subvention d'investissement Région (constr. 2009: démol°)	13 284	4 689	565	4 124
Subvention d'investissement Région (rénovation - 23/04/2024)	63 915	61 468	4 475	56 993
Subvention d'investissement Région (sécurisation - 20/12/2023)	45 815	44 435	2 523	41 912
Subvention d'investissement Région (rénovation chaudière - 20/01/2024)	40 992	0	2 022	38 970
Subvention d'investissement Région (rénovation 2024 - 20/05/2025)	58 640	0	3 784	54 856
Subvention d'investissement Région (sécurisation - 09/06/2025)	18 437	0	550	17 887
...				0
Total	317 035,71	137 402	17 148,62	238 322

TABLEAU DES MOUVEMENTS DES PROVISIONS (TABLEAU VIII)

OBJET DES PROVISIONS		Montant à l'ouverture de l'exercice	Augmentations : dotations de l'exercice	Diminutions : reprises de l'exercice		Montant à la clôture de l'exercice
				Utilisées	Non utilisées	
PROVISIONS	Risques	-	-	-	-	-
	Pensions et obligations similaires	90 504	79 213	-	-	169 717
	Gros entretien	-		-	-	-
	Autres provisions pour charges	400 000	-	-	-	400 000
	TOTAL	490 504	79 213	-	-	569 717
DOTATIONS ET REPRISES	d'exploitation		79 213			
	financières					
	exceptionnelles			-	-	

TABEAU DES ENGAGEMENTS PRIS EN MATIERE DE CREDIT-BAIL (TABLEAU X)

Postes du bilan	Redevances payées		Redevances restant à payer			Prix d'achat résiduel
	de l'exercice	cumulées	≤ 1 an	> 1 an et ≤ 5 ans	> 5 ans	
TOTAL						

Postes du bilan	Coût d'entrée	Dotations aux amortissements de l'exercice		Valeur nette
		cumulées		
TOTAL				

TABLEAU DES MOUVEMENTS DES FONDS DEDIES (TABLEAU IX)

FONDS DEDIES	Montant initial	Fonds à utiliser à l'ouverture de l'exercice	Augmentations : reports	Diminutions : utilisations en cours d'exercice		Transferts	Fonds restant à utiliser à la clôture de l'exercice	
				Montant	dont remboursements		Montant	dont fonds dédiés correspondant à des projets sans dépense au cours des deux derniers exercices
Subventions d'exploitation								
Projet ou catégorie de projet 1								
Projet ou catégorie de projet 2								
...								
Contributions financières d'autres organismes								
Projet ou catégorie de projet 3								
Projet ou catégorie de projet 4								
...								
Ressources liées à la générosité du public								
Projet ou catégorie de projet 5								
Projet ou catégorie de projet 6								
...								
TOTAL								

TABLEAU DE DETAIL DES CONCOURS PUBLICS ET SUBVENTIONS (TABLEAU XI)

Concours publics et subventions obtenus au cours de l'exercice (en €)	Exercice N	Exercice N-1
Aides à l'emploi	-	-
Aides au développement des compétences	-	-
Financement par la taxe d'apprentissage des formations initiales technologiques et professionnelles	-	-
Financement des formations par apprentissage	-	-
Forfaits d'externat	1 359 644	1 333 373
<i>dont forfait Etat</i>	484 118	472 561
<i>dont forfait Région</i>	263 216	271 114
<i>dont forfait Département</i>	413 800	409 600
<i>dont forfait Communes et groupements de communes</i>	198 510	180 098
Concours publics affectés à la formation professionnelle continue	-	-
Concours publics de l'Etat relatifs à l'enseignement agricole	-	-
Autres concours publics	-	-
Sous-total concours publics	1 359 644	1 333 373
Subventions Etat	3 021	-
Subventions Région	-	-
Subventions Département	-	3 938
Subventions Communes et groupements de communes	-	-
Autres subventions d'exploitation	-	-
<i>dont programmes de l'Union Européenne (Erasmus +...)</i>	-	-
<i>dont autres subventions (à détailler)</i>	-	-
Report de subventions	-	-
Sous-total subventions d'exploitation	3 021	3 938
Total concours publics et subventions d'exploitation	1 362 665	1 337 311